Guillaume de Bertier de Sauvigny

L'image de la Révolution Française dans «Le Conservateur»

Avant de tenter une lecture du *Conservateur* dans la perspective indiquée par le titre de cette communication, il importe de rappeler d'abord comment est né ce périodique, ce qu'il a représenté dans la vie politique de l'époque, quels étaient les objectifs de ses rédacteurs, qui étaient eux-mêmes ces écrivains journalistes.

Depuis la dissolution de la Chambre introuvable, en septembre 1816, l'influence du parti ultra-royaliste n'avait cessé de décliner. Contre lui, Decazes, favori du roi et ministre de la Police avait mené une guerre sans merci, utilisant tous les moyens pour discréditer ses adversaires de la droite, tandis qu'il s'efforçait, en revanche, de rallier des éléments de l'opposon libérale et bonapartiste. Celle-ci semblait avoir le vent en poupe. Nostalgiques de l'empire et crypto-républicains, regroupés sous l'étiquette avantageuse d'*Indépendants* se manifestaient avec une audace croissante à travers des périodiques comme *La Minerve* (établie en février 1818) et la *Bibliothèque historique* (décembre 1817). Ces publications éludaient la censure en se présentant comme des recueils d'articles sortant à des intervalles irréguliers.

Le succès de cette formule inspira à quelques sommités du parti ultra la pensée de lancer, en septembre 1818, une publication du même genre pour défendre leurs idées¹. Le financement de départ fut assuré par une contribution de 24 000 francs du comte d'Artois, frère du roi, espoir et protecteur du parti. A quoi devait s'ajouter au besoin le montant de huit actions à souscrire par des personnalités intéressées, Chateaubriand entre autres, à qui devait revenir, en raison de sa réputation littéraire, la principale responsabilité de la rédaction. Le succès de l'entreprise devait rapidement dépasser les espérances: le tirage initial de 3 000 exemplaires fut rapidement porté à 8 000. Le *Conservateur*, par la qualité de ses articles, étendait même son influence au delà des frontières de la France; il alimentait les craintes nouvelles des monarchies de la Sainte-Alliance devant la dérive du gouvernement français vers la gauche libérale.

¹ Voir surtout *Pierre Reboul*, Chateaubriand et le Conservateur (Lille-Paris 1973). Chapitre III. Plusieurs personnes ont revendiqué l'honneur de l'initiative: Vitrolles, Frénilly, Chateaubriand. Le premier cité aurait eu, semble-t-il, le rôle décisif.

Ces craintes et les attaques du *Conservateur* prirent un tour plus acerbe après la retraite du duc de Richelieu, en décembre 1818, et la formation d'un nouveau ministère sous la présidence nominale du général Dessolles mais sous la direction de fait d'Elie Decazes, devenu ministre de L'Intérieur. Ce dernier allait accentuer ses efforts de séduction du côté de l'ancien personnel républicain ou impérial, tout en épurant l'armée et l'administration des derniers éléments ultra-royalistes. Les élections du cinquième renouvelable de la Chambre, en septembre 1819, montrèrent que cette politique, au lieu de profiter au parti ministériel, ne faisait que renforcer la force de l'opposition de gauche. Louis XVIII, jusque là partisan de l'ouverture à gauche, fut profondément choqué de l'élection, dans l'Isère, de l'évêque constitutionnel Grégoire (voir ci-dessous). L'émotion soulevée, la menace que ces événements faisaient entrevoir pour l'avenir du régime et celui du ministre responsable incitèrent Decazes à changer de tactique. Maintenant, il allait tenter de modifier le système électoral de façon à donner un coup d'arrêt aux progrès du parti indépendant; autrement dit de reprendre à son compte un projet qu'il avait fait repousser au mois de mars précédent lorsqu'il avait été demandé par une majorité de droite à la chambre des pairs. De là un remaniement ministériel qui portait Decazes lui-même à la présidence du conseil et une tentative, en janvier 1820, de trouver un appui dans une partie du centre droit. Cette délicate manœuvre allait se trouver brutalement interrompue par la tragédie de l'assassinat du duc de Berry, le neveu du roi (13 février 1820). Decazes fut injustement accusé d'avoir indirectement inspiré le geste du meurtrier. Louis XVIII, cédant aux instances de sa famille, dû se séparer de son ministre favori et il rappela le duc de Richelieu à la tête du gouvernement. Les mesures que devait proposer Richelieu, en accord avec la droite, concernaient au premier chef la liberté de la presse. Or, de cette liberté, Chateaubriand s'était toujours fait le champion dans sa polémique du *Conservateur*. Il ne pouvait maintenant combattre ni approuver ouvertement le rétablissement d'un régime de censure. Il prit donc la décision de suspendre la publication (fin mars 1820). Mais comme l'a bien montré Pierre Reboul² d'autres considérations avaient sans doute joué: depuis longtemps Chateaubriand se trouvait en désaccord avec les plus influents des commanditaires et rédacteurs du *Conservateur*: l'attitude à prendre en face du nouveau gouvernement de Richelieu n'avait fait que rendre insoutenables ces divergences. Ainsi prit fin, après dix-huit mois d'existence, un des plus brillants luminaires de la presse politique de la Restauration.

Que faut-il retenir de ce trop bref exposé, et dans la perspective de la lecture qu'on s'est proposé de faire?

D'abord le fait que l'on a, dans le *Conservateur*, un organe de combat, et donc qu'il faut s'attendre à y rencontrer toutes les exagérations et les injustices de la polémique politique. En second lieu, il faut toujours se souvenir des objectifs que l'on se proposait: à savoir de déconsidérer la politique de Decazes. A cet effet, on rabâchera sur tous les tons à toute occasion l'argumentation suivante: il y a contradiction radicale entre la révolution et la monarchie; or les libéraux d'après 1815 sont en fait les héritiers de la révolution; en les courtisant Decazes les renforce et prépare la ruine de la royauté en

² Ouvrage cité.

France. L'effort de la polémique du *Conservateur* consistera donc à mettre en évidence les aspects les plus odieux de la Révolution et d'autre part à exagérer la portée et le sens des gestes de conciliation esquissés par le gouvernement Decazes. En troisième lieu, enfin, on doit tenir compte de la composition assez peu ordinaire de l'équipe des rédacteurs: sur une soixantaine de signatures on compte plus de la moitié de nobles gentilshommes. Ces personnes, tenant à des familles qui ont payé un cruel tribut à la guillotine révolutionnaire ou aux spoliations infligées aux émigrés, devaient forcément être imprégnés d'une haine implacable contre la Révolution. D'autre part, ils n'étaient pas des journalistes ordinaires, esclaves du produit de la plume et soumis par nécessité à l'autorité d'un rédacteur-en-chef. Chateaubriand se vantera plus tard: «Je mis la plume à la main aux plus grandes familles de France. J'affublai en journalistes les Montmorency et les Lévis ... Je fis monter la féodalité au secours de la liberté de la presse.»³ Or, de tels personnages devaient pouvoir librement exprimer des opinions divergentes; lorsqu'ils s'appelaient Bonald, Castelbajac, Lamennais, Salaberry, Kergorlay, Sesmaisons, Vitrolles, Frénilly, etc. ils n'allaient pas soumettre leurs vues particulières à celles d'un chef d'orchestre, même s'il s'appelait Chateaubriand.

* * *

Ces préliminaires acquis nous pouvons maintenant entrer dans le vif du sujet. Et tout d'abord pourquoi a-t-on voulu, au *Conservateur*, évoquer à tout propos le souvenir de la Révolution? N'allait-on pas ainsi désobéir au désir du roi qui avait donné, au début de la Restauration, le mot d'ordre *Union et oubli*. Castelbajac s'en explique en ces termes

Que la France oublie les crimes dont elle fut victime, nous y consentons volontiers sous le rapport des vengeances que pourrait en exciter le souvenir. Mais que pour éviter de nouveaux malheurs elle ne perde pas le fruit d'une aussi cruelle expérience; qu'elle garde au contraire la mémoire des maux passés pour reconnaître le danger de ces maximes⁴.

A l'adresse du personnel mis en place depuis 1816 Fiévée donne cet avertissement:

Tout ce que nos jeunes administrateurs, venus au monde après les jours de désolation, savent de la révolution, ou tout ce qu'ils en ont retenu, c'est l'abaissement de ceux-ci et l'élévation de ceux-là; et cette connaissance suffit à leur jalousie et à leur cupidité. Ils n'ont pas vu la demeure des rois ensanglantée, la magistrature égorgée ... (etc., etc.) en un mot ils n'ont pas vu la révolution et qui n'a pas vu la révolution n'a rien vu et ne sait rien de ce qu'il faut savoir pour conduire les hommes⁵.

... Les royalistes, eux, écrit Chateaubriand, savent ce qu'ils auraient à attendre d'une révolution: les tombeaux de leurs familles le leur disent chaque jour. Si l'expérience est perdue pour certains hommes, elle ne l'est pas pour les royalistes. Pour eux la leçon a été sévère mais le souvenir qu'ils

³ Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-Tombe* (Paris 1951) tome II, 17.

⁴ *Le Conservateur*, tome III, 187. Par principe, les livraisons ne portent pas de date. Les références sont données aux volumes constitués dès l'origine et que l'on trouve sous cette forme dans toutes les bibliothèques. Toutes les références qui suivent se rapportent donc aux différents volumes du *Conservateur*, dont il était bien inutile de répéter le titre, même sous la forme représentative d'un *Ibid.*

⁵ V, 207-208.

en conservent est du moins un avantage puisqu'il leur a appris à se connaître et à compter sur leur force pour le repos de l'avenir⁶.

Enfin, Bonald, le philosophe, rappelle que pour Socrate «Apprendre n'est pas autre chose que se souvenir». Et d'ajouter *ad hominem*:

On a voulu flétrir la fidélité en insultant ces hommes qui, disait-on, n'avaient rien oublié ni rien appris. Ceux qui se sont mêlés de nous gouverner n'ont rien eux-mêmes appris parce qu'ils ont tout oublié (i.e. des méfaits de la révolution)⁷.

On rappellera donc inlassablement dans toutes les livraisons du *Conservateur* les crimes de «la hideuse révolution», «fille de l'orgueil et de la démence»⁸. Les anniversaires comme ceux du 21 Janvier, du 11 octobre (mort de la reine), du 10 août, etc. donnent naturellement occasion à des articles larmoyants ou vengeurs. Un correspondant anonyme a dressé en douze pages un inventaire méthodique de la législation terroriste de la Convention, produite, dit un autre avec une «fécondité délirante»⁹. Un autre encore croit pouvoir établir un bilan des victimes qu'il porte, pour la seule Convention, au chiffre de 2 266 719. Et quelles étaient ces victimes?

Il ne s'agissait pas de la vieille aristocratie; la démocratie avait la même sépulture. Riches, pauvres, vertueux ou coupables, nobles ou plébéiens la vieillesse et l'enfance, tout tombait également sous la hache commune. L'homme obscur précédait au tréteau fatal le duc et pair de France; le démagogue expirait après le royaliste; le conventionnel voyait avant de mourir, sa tête baignée par le sang du prêtre qu'il avait proscrit. Telle était alors la révolution, tels étaient ses fruits. C'était en son nom qu'on voyait écrit sur tous les murs: *Liberté, égalité, haine aux tyrans*. C'était au nom des principes qu'elle avait consacrés, et à la voix des hommes qu'elle avait enfantés qu'on mitraillait à Toulon, que la Loire se voyait transformée en fleuve de sang, qu'on incendiait les champs de la Vendée, que la charrue passait sur les ruines de Lyon, et que toutes nos villes étaient changées en bastilles et nos salles de justice en tribunaux de mort: voilà la révolution, la voilà telle que nos révolutionnaires nous l'ont faite¹⁰.

Le même auteur n'oublie pas de flétrir d'autres aspects moins sanglants de l'œuvre révolutionnaire, en réponse à ceux qui vantaient une «France nouvelle»

La France renouvelée en 1793 et 1794 était si différente de l'ancienne qu'elle pouvait à juste titre prétendre au mérite de la nouveauté. Les palais étaient devenus des prisons, les églises des écuries, les places publiques des champs de carnage. Sur nos théâtres ... on ne parlait qu'un langage barbare, digne des sujets soumis à la représentation. Dans les relations habituelles, au lieu de ce ton de politesse et de convenance, fruit précieux de la civilisation, un grossier tutoiement, insupportable dans notre langue, injuriait également la puissance, la vieillesse et la beauté. De simples artisans, transformés en Brutus, en Aristide, en Démosthène, siégeaient, affublés d'un bonnet rouge, dans les conseils de département, de district et de commune. Chaque ville, chaque bourg, chaque village avait un club où les destinées de la vertu, de l'opulence et des souvenirs étaient pesées au gré de l'intérêt et de l'envie. Un costume dégoûtant et hideux remplaçait les tissus brillants qui faisaient jadis la gloire et la prospérité de nos manufactures. Enfin, la terreur, la délation, le vol, le meurtre, se disputaient les dépouilles de la patrie, et la tranquillité n'était que dans la tombe. ... C'est cette même nation qui, stupidement barbare en sa férocité, inventa un calendrier scanda-

⁶ I, 517.

⁷ IV, 515.

⁸ IV, 501, 510.

⁹ IV, 145-157. III, 241.

¹⁰ I, 64.

leux et ridicule, où chacun des jours de l'année était mis sous l'invocation d'un chou, d'un porc ou d'une laitue, et dont le complément avait reçu par décret le nom dégoûtant de *sans-culotides*¹¹.

Même si l'on hésite à allonger ce florilège, il faut encore citer du moins, en raison de leur autorité et de leur style, ces réflexions de Bonald et de Chateaubriand

La révolution n'a été, dans sa cause, dans ses moyens, dans ses effets, que la négation de tout pouvoir social, l'athéisme politique et religieux, la destruction, autant qu'elle est permise à l'homme, de toute idée de pouvoir, de devoir, de juste et d'injuste, de divinité, d'humanité, de société, et, pour tout renfermer en un mot, *le mal moral élevé à sa plus haute puissance*. (Bonald)¹²

La révolution vint nous réveiller; en poussant le Français hors de son lit elle le jeta dans la tombe ... Toutefois le règne de la terreur est peut-être de toutes les époques de la révolution celle qui fut la moins dangereuse pour la morale, Pourquoi? Parce qu'aucune conscience n'était forcée: le crime paraissait dans sa franchise. Des orgies au milieu du sang, des scandales qui n'en étaient plus à force d'être horribles. Les femmes du peuple venaient travailler à leurs ouvrages domestiques autour de la machine à meurtre, comme à leurs foyers ... Rien de plus net que la position de chacun; on ne parlait ni de spécialité, ni de positif, ni de système d'intérêts; ce galimatias des petits esprits et des mauvaises consciences était inconnu. On disait à un homme: «Tu es chrétien, noble, riche: meurs.» Et il mourait ... (L'ordre moral subsiste) car ce n'est pas de tuer l'innocent qui perd la société, c'est de le tuer comme coupable. (Chateaubriand)¹³

Même si ce n'est pas à première vue évident, nos deux auteurs sont ici dans le sens voulu par l'objectif visé par la polémique du *Conservateur*, la déstabilisation du ministère Decazes. Comme on ne peut évidemment pas lui imputer des actes comparables aux atrocités révolutionnaires, on s'attache à montrer que la révolution est moins à dénoncer dans ses crimes visibles que dans le caractère subversif, anti-social, de ses principes. Or, les libéraux d'après 1815, même s'ils répudient les excès de la Terreur, acceptent les perniciox principes de 1789. C'est pourquoi les rédacteurs du *Conservateur* en viendront à désigner généralement les libéraux sous le nom de *jacobins*. «C'est, dit Salaberry, le nom générique qu'il est temps enfin de restituer aux libéraux. Dans la mesure, donc, où la politique du ministère Decazes favorise le progrès du parti libéral ou indépendant, on pourra l'accuser de préparer le terrain pour un retour en force de la révolution jacobine.

En vain nous espérons que les maximes qui ont déjà perdu la monarchie la sauveront; notre espérance sera déçue. Préconiser ces maximes après le mal qu'elles nous ont fait c'est imiter les Romains qui mettaient au rang des dieux les monstres qui les avaient dévorés. (Chateaubriand)¹⁴

La faction révolutionnaire n'est rien en France par elle-même et n'y sera jamais rien sans l'appui d'un ministère son allié. Impiété, ambition, orgueil, cupidité, dépravation, n'importe par quel point de contact, tous les soi-disant constitutionnels, les soi-disant libéraux, les soi-disant doctrinaires, sont fédérés de la révolution. Ils lui appartiennent, et, comme elle, ils sont les ennemis de la monarchie légitime. (Salaberry)¹⁵

Cette ligne d'argumentation demande naturellement que l'on mette l'accent sur les origines intellectuelles de la révolution, l'action dissolvante des écrivains du prétendu

¹¹ I, 357-359.

¹² V, 593.

¹³ I, 467.

¹⁴ III, 9.

¹⁵ III, 400.

siècle des Lumières (Rousseau et Diderot surtout, car, curieusement, Voltaire n'est pas nommé) qui entraînait en fait la société française vers la barbarie.

La révolution était achevée lorsqu'elle éclata: c'est une erreur de croire qu'elle a renversé la monarchie, elle n'a fait qu'en disperser les ruines, vérité prouvée par le peu de résistance qu'a rencontré la révolution. On a tué qui on a voulu ... parce qu'on opérait sur une société morte ... La société entière se décomposait: les hommes d'État devenaient des hommes de lettres, les gens de lettres des hommes d'État, les grands seigneurs des banquiers et les fermiers généraux de grands seigneurs. Les modes étaient aussi ridicules que les arts étaient de mauvais goût; et l'on peignait des bergères en paniers dans les salons où les colonels brodaient au tambour. (Chateaubriand)¹⁶

La même tactique amène les écrivains du *Conservateur* à rejeter comme une illusion l'idée qu'il faudrait exonérer l'Assemblée Constituante de toute responsabilité dans les crimes de la révolution.

On peut insulter à l'humanité en imprimant, avec une sanglante dérision que «l'aurore de la révolution avait été éclatante et pure», quoique les malheureux Bertier, Foulon, Flesselles eussent été massacrés et lanternés à cette *aurore* qui n'avait d'autre éclat que celui des réverbères de l'Hôtel-de-Ville, et rien de *pur* que le sang qu'elle avait vu répandre¹⁷.

Bonald fait ici allusion à l'ouvrage posthume de Mme de Staël *Considérations sur la Révolution française* (1818) ouvrage qui lui avait paru si pernicieux qu'il avait lancé aussitôt une importante brochure de réfutation *Observations sur l'ouvrage de madame de Staël ayant pour titre ...* etc. Si le philosophe n'a pas jugé utile de se répéter dans les pages du *Conservateur*, si Chateaubriand a eu l'élégance de ménager la mémoire d'une ancienne amie¹⁸, d'autres plumes se sont chargées de pousser l'attaque: Suleau¹⁹, Genoude²⁰, et surtout Fitz-James dont la critique, souvent sarcastique, est la plus développée²¹.

... ouvrage écrit avec passion, dans lequel on reconnaît bien moins l'intention de peindre le passé que d'égarer le jugement du public. C'est un catéchisme pour les jeunes adeptes en révolution, à qui l'on apprend comment ils doivent penser et parler sur les vingt-cinq dernières années... Elle (madame de Staël) juge les hommes, les événements, les époques de la révolution par le degré d'admiration que l'on eut pour son père, par les succès qu'elle obtint dans les salons de Paris... Tantôt, nouvelle Pythonisse montée sur le trépied, elle lit l'avenir et proclame à l'univers le triomphe des doctrines révolutionnaires; tantôt muse de l'histoire, elle célèbre les hauts faits de ses amis, et surtout elle a soin d'arracher du livre les nombreux feuillets qui pourraient obscurcir leur renommée.

Fiévée dénonce un autre procédé utilisé par les libéraux et les ministériels pour exonérer les grands ancêtres de 1789 de toute responsabilité dans les dérapages qui ont suivi.

Il est à la mode aujourd'hui, dans tous les ouvrages factieux, de mettre les crimes de la révolution sur le compte des royalistes; c'est leur résistance qu'on accuse de tout ... à entendre les factieux, la révolution est un *accident* déplorable, mais qui n'a eu lieu que parce que les royalistes ont tou-

¹⁶ IV, 197. II, 587.

¹⁷ IV, 115.

¹⁸ VI, 27-28.

¹⁹ II, 77.

²⁰ I, 329.

²¹ 204-209.

jours eu l'impudence de porter secours à la royauté ... On dira bientôt que le 10 août 1792 on n'a égorgé au château des Tuileries que parce qu'on n'a pas ouvert de suite à ceux qui venaient détrôner Louis XVI²².

Et Chateaubriand d'exercer sur ce thème son amère ironie.

Ne sait-on pas que depuis 1793 les royalistes ont tout fait? Ils ont brûlé leurs châteaux, ils se sont guillotiné eux-mêmes pour calomnier ce peuple. Ce sont eux (et M. Carnot l'affirme) qui ont conduit Louis XVI à l'échafaud. Courage, accusez les victimes! C'est la vieille tactique des tyrans. Toutefois, il faut être bien stérile d'invention pour se faire les plagiaires de Danton et de Marat; bien pauvre d'idées et de raisonnements pour emprunter la logique de Robespierre²³.

O'Mahony ironise sur un mode mi-sérieux mi plaisant:

Les mots, politiquement appliqués, ont, en réalité, la puissance que la superstition attribuait aux paroles magiques; ils sont au pouvoir quand ils sont l'organe du pouvoir.

– En 1814, le monde chrétien et monarchique se crut libre du joug de la révolution, la nomma *l'œuvre de l'enfer*.

– En 1815, elle ne fut plus qu'un mélange de crimes et de gloire.

– En 1816, une erreur politique,

– En 1817, une inévitable nécessité.

– En 1818, un accident.

– En 1819, c'est la fille et la mère des Lumières.

– En 1820, ce sera la seule légitimité.

– En 1821, l'œuvre de l'enfer sera proclamée un *présent du ciel*, si toutefois la révolution admet encore un ciel, même libéral²⁴.

* * *

Et maintenant, plutôt que de suivre mois par mois la guerre de harcèlement menée par le *Conservateur* contre le ministère, on se propose de détacher quatre épisodes où la référence à la révolution apparaît avec plus d'évidence.

Premier épisode. La politique d'ouverture sur la gauche tentée par Decazes avait, depuis 1816, pris la forme d'un double mouvement en sens inverse dans le personnel de l'armée et de l'administration: d'une part en étaient éliminés tous ceux qui tenaient au parti ultra-royaliste; en contrepartie étaient réintégrés des personnalités du régime impérial épurés lors de la réaction royaliste de 1815. Au printemps de 1819, le ministère faisait un pas de plus: par mesures individuelles de grâce, le roi permettait le retour en France de militaires qui avaient été exilés en 1815 pour leur responsabilité dans l'aventure des Cent-Jours: ainsi le maréchal Grouchy, les généraux Exelmans et Lamarque. Ce genre de faveur ne soulevait que peu d'émotion dans l'opposition de droite. L'un des plus virulents ultra-royaliste le baron de Frénilly, actionnaire-fondateur du *Conservateur*, s'exprime en ces termes:

Il peut se concevoir que des royalistes, sans porter atteinte à leurs principes inébranlables, se sentent exempts de haine pour des hommes qui, sans tremper dans les boues de la révolution, ont

²² III, 20–21.

²³ I, 476.

²⁴ IV, 120.

agrandi leur pays par des guerres éclatantes, et gardé, jusqu'au bout la foi jurée à l'auteur de leur gloire²⁵.

En revanche, les royalistes devaient faire éclater leur indignation lorsqu'on apprit que le roi avait aussi permis le retour de cinquante-deux anciens conventionnels régicides qu'avait exilés la Chambre introuvable, par la loi du 12 février 1816, assez improprement dite «loi d'amnistie».

Tant que l'on n'aura pas essuyé les pleurs du dernier des royalistes, la pitié pour les hommes qui ont assassiné Louis XVI et proscrit Louis XVIII sera un outrage à l'infortune, une insulte à la vertu. Que ferait-on aujourd'hui en rappelant les anciens régicides dont le cœur a été réchauffé par la trahison des cent-jours? On déclarerait implicitement à l'Europe que juger un monarque est une action comme une autre, une action indifférente en soi, susceptible d'interprétations différentes; on reconnaîtrait par cela même le principe de la souveraineté du peuple; l'on préparerait la chute des Rois.

Convenons que ce serait payer un peu cher la réconciliation de nos ministres et de la révolution ... (Chateaubriand)²⁶

Le parti libéral ... finira par s'appeler tout simplement le parti des régicides. (Fiévée)²⁷

Les porte-paroles de ce parti, à la chambre et dans leur presse, avaient eu l'impudence d'assimiler ce retour des exilés de 1815 au retour des émigrés après 1799; dans les deux cas, arguaient-ils, c'était une mesure d'humanité et de réconciliation nationale. Castelbajac répond:

Tel journal du parti vous disait ces jours derniers: «Hélas! c'est avec joie que la France a rouvert son sein à tous ceux que la terreur de 1793 avaient exilés, et les hommes monarchiques font éclater leurs fureurs, lorsque les malheureux, frappés par la terreur de 1815, viennent chercher un tombeau dans leur pays.» Il ne s'agit ici ni de fureur ni de haine; les royalistes ne haïssent ni ne poursuivent personne, et poursuivis eux-mêmes pendant de longues années, dépouillés, massacrés, jamais un cri de vengeance n'est sorti de leur bouche ...

Aujourd'hui qu'une loi a été rendue, que le vœu de la France a été réprimé, peu importerait encore aux royalistes que les coupables, atteints par elle, revinssent sur la terre natale, mais ce qui leur importe, c'est qu'une loi qui existe ne soit point violée, qu'un ministre ne se mette pas au dessus de la loi, parce que dès ce moment, il n'y a plus de gouvernement et qu'il n'y a qu'arbitraire ministériel ...

Voilà ce qui nous a forcés à rappeler ce qu'a fait M. Decazes relativement aux régicides; après cela, nous l'avouons, le dernier outrage que la vertu pût éprouver est, à ce qui nous semble, d'être mise en parallèle avec tout ce que le crime offre de plus épouvantable. Les victimes de la terreur de 1793, comparés avec les régicides de 1815! ... Quels sont les hommes exilés en 1793? La famille régnante, le Roi actuel, et les Français fidèles qui, réunis autour d'eux ... avaient abandonné famille et fortune, pour les aider à délivrer un Roi dans les fers, et à sauver la France du joug le plus atroce et le plus humiliant. Quels sont ces malheureux frappés en 1815? Des hommes couverts de toute espèce de crimes, qui, après avoir tué leur Roi, ont encore tué de toutes parts; pour qui rien n'a été sacré ... qui, après vingt ans de calamités sans nombre accumulées par eux sur leur malheureux pays, inaccessibles au remords, comme ils l'avaient été jadis à la pitié, ont de nouveau proscrit leur Roi, sa famille, et appelé sur la France toutes les furies de leurs vieux forfaits. Voilà ces infortunés, ces victimes, à qui, toutefois, on avait laissé tous leurs biens, leur vie, et

²⁵ III, 161.

²⁶ III, 479.

²⁷ IV, 68.

qui jamais ne laissèrent ni fortune ni existence aux malheureux qu'ils entassaient sur le fatal tombeau ou qu'ils faisaient mitrailler ou noyer par milliers²⁸.

Le second incident sortit d'une parole malencontreuse du garde des sceaux, le comte Hercule de Serre, lui-même, pourtant, ancien émigré de l'armée de Condé. Le 20 avril 1819 s'achevait à la Chambre des députés la discussion d'une nouvelle loi libéralisant le régime de la presse. On se demandait s'il fallait inclure dans les dispositions répressives les opinions que les députés pouvaient faire imprimer, qu'ils les eussent ou non prononcées effectivement à la tribune sous le couvert de l'immunité protégeant les débats parlementaires. De Serre, au cours de son intervention arguait : «Il faut dire pour l'honneur de la France, quelque désastreux qu'ait été le résultat des travaux de nos premières assemblées délibérantes ... on ne saurait nier que, dans ces assemblées, la majorité fut presque toujours saine.» – Quoi! s'écria-t-on à droite, même la Convention? – Oui, messieurs, même la Convention, et si la Convention n'eût pas voté sous les poignards, la France n'eût pas à gémir sur le plus épouvantable des crimes.

(Applaudissements à gauche. Tumulte d'indignation à droite.)

Le *Conservateur* ne devait dès lors pas perdre une occasion de rappeler le propos malheureux du garde des sceaux et de l'utiliser contre le ministère. Fiévée, par exemple.

Sauf l'assassinat de son Roi, la Convention était donc saine lorsqu'elle mettait son Roi en jugement; la Convention était saine lorsqu'elle faisait la loi des suspects, qu'elle instituait le tribunal révolutionnaire, en dirigeait toutes les opérations et confisquait les biens des condamnés; elle était saine lorsqu'elle proclamait l'athéisme, faisait démolir les églises et noyer les prêtres ... etc., etc.²⁹.

Le thème du régicide revient au premier plan à l'automne de 1819, avec l'élection, dans le département de l'Isère, de l'évêque constitutionnel Henri Grégoire. Sans doute, n'était-il pas, à proprement parler, régicide, puisque lors du vote de condamnation de Louis XVI, il était en mission en province; mais, avant de partir, il avait été de ceux qui, avec Saint-Just, avaient le plus contribué à faire décider la mise en jugement du roi, et, ensuite, lors du procès, il avait adhéré, par lettre, à la décision fatale.

Cette élection, écrit Fiévée, est

le dernier excès des profanations de la majesté royale ... le maximum, le *nec plus ultra* de la nouvelle révolution, et il ne serait pas mieux atteint quand on verrait arriver à la chambre vingt ou trente régicides³⁰.

L'indignation de Chateaubriand, comme toujours, est la plus éloquente:

Le mal est dans la loi qui couronne, non le candidat régicide, mais l'opinion de ce candidat, dans la loi qui peut créer ou trouver cinq cent douze électeurs décidés à envoyer à Louis XVIII le juge de Louis XVI. M. Grégoire prêta serment à Louis XVI: a-t-il tenu ce serment, tiendra-t-il celui qu'il fera à Louis XVIII? ... Le premier, il a provoqué la mise en accusation du juste couronné; il a sollicité le premier l'abolition de la monarchie. Peut-il, sans manquer à ses principes, reconnaître pour Roi le frère de celui dont il demanda obtint la tête? Mais n'accusons pas M. Grégoire; accusons le ministère et son épouvantable loi. Si l'on n'eût pas reproduit les opinions de M. l'abbé

²⁸ III, passim.

²⁹ III, 238.

³⁰ V, 205.

Grégoire, il fût resté isolé dans le monde, jouissant des qualités privées et des talents que le Ciel a pû lui départir. Ses principes font horreur, mais vous n'étiez plus son juge depuis que la Charte lui a pardonné. En le laissant à l'écart, en ne le tirant pas de son obscurité par la force et le résultat de vos systèmes, il eût passé en paix le reste de ses jours, si la paix peut être dans sa conscience ... On prétend que M. l'abbé Grégoire offre chaque matin l'hostie sans tache, de la même main dont il immola son Roi; puisse-t-il être racheté par le double sacrifice, par le mérite du sang répandu sur la croix et sur l'échafaud! Ce qui s'est passé ... a pleinement justifié les royalistes et condamné sans retour la loi des élections ... Elle nous a donné des conventionnels et des serviteurs de Bonaparte. Voilà la loi telle que les ministres nous l'ont faite³¹.

Castelbajac, de son côté, a recherché et publié des extraits des opinions fort peu évangéliques émises jadis par l'ex-évêque de Blois; celle, entre autres, où il avait déclaré que «toutes les dynasties, sans exception, étaient des races dévorantes vivant de chair humaine»; ou encore cette pittoresque définition: «les rois forment une classe d'êtres purulents qui fut toujours la lèpre des gouvernements et de l'espèce humaine»³².

Rappelons qu'au début de la session, en décembre 1819, l'élection de Grégoire devait être annulée à l'unanimité des voix, moins une seule; la gauche elle-même ayant accepté le motif d'irrégularité, tandis que la droite avait insisté sur l'indignité. «Sachez, messieurs, avait vaticiné le grand orateur du centre droit, Joachim Lainé, qu'il faut que cet homme se retire devant la dynastie régnante ou que la race de nos Rois recule devant elle.»³³

Les remous soulevés par l'affaire Grégoire devaient cependant dépasser de beaucoup en importance le sort fait à l'individu symbolique, Ainsi qu'il a été expliqué au début du présent essai, l'émotion soulevée dans l'opinion et partagée par le roi lui-même, obligèrent. Decazes à changer de politique, de renoncer à courtiser la gauche libérale et à tenter de faire modifier la loi électorale dans le sens réclamé par l'opposition de droite. On peut douter que cette manœuvre eût pu réussir, tant étaient amères les passions soulevées de part et d'autre. Quoiqu'il soit, la mort tragique du duc de Berry allait faire chavirer la barque ministérielle.

Dans ce quatrième et dernier des épisodes annoncés s'imposait plus que jamais l'évocation du régicide du 21 janvier 1793, et la malfaisance des doctrines révolutionnaires.

La révolution n'attend pas que les anciennes plaies soient fermées pour les ouvrir de nouveau. (Suleau)³⁴

Nous payons aujourd'hui le fruit de trente ans de révolution ... Louvel ... n'est-il pas l'enfant de nos doctrines? n'est-il pas l'enfant de nos lois? (Fiévée)³⁵

Chateaubriand, bien entendu, allait sonner l'hallali.

La révolution semblait rassasiée du sang des Bourbons; elle n'en était qu'enivrée; cette ivresse, loin d'apaiser sa soif, en augmentait l'ardeur ... La main qui a porté le coup n'est pas la plus coupable. Ceux qui ont assassiné Mgr le duc de Berry sont ceux qui, depuis quatre ans, établissent

³¹ VI, 631.

³² V, 546.

³³ Cité par *Nettement*, Histoire de la Restauration (Paris 1866) V, 206.

³⁴ *Le Conservateur*, V, 400.

³⁵ VI, 322.

dans la monarchie des lois démocratiques; ceux qui ont banni la religion de ces lois; ceux qui ont cru devoir rappeler les meurtriers de Louis XVI, ceux qui ont entendu agiter avec indifférence à la tribune la question du régicide; ceux qui ont laissé prêcher dans les journaux la souveraineté du peuple, l'insurrection et le meurtre, sans faire usage des lois dont ils étaient armés pour réprimer les délits de la presse, ceux qui ont récompensé la trahison et puni la fidélité, ceux qui ont favorisé toutes les fausses doctrines, ceux qui ont livré les emplois aux ennemis des Bourbons et aux créatures de Bonaparte ...

Il n'est plus temps de se le dissimuler: cette révolution que nous avons tant de fois et si inutilement prédite est commencée; elle a même produit des maux qui sont irréparables ... Le poignard qui a frappé le cœur d'un Bourbon est levé sur le cœur de tous les Rois; nul ne sauroit prévoir quel sera en Europe l'effet de la mort de Mgr. le duc de Berry, ni dire l'influence de cette mort sur les départements de France infectés de l'esprit révolutionnaire³⁶.

Il n'est pas nécessaire de décrire ici comment la vague d'indignation soulevée contre Decazes – et dont la diatribe de Chateaubriand n'est qu'un exemple entre d'autres – aboutit finalement à la retraite forcée du favori de Louis XVIII. La politique de conciliation qu'il avait poursuivie, avec autant de maladresse que de courage, était-elle fatalement vouée à l'échec? La question, nous l'avons déjà dit, reste ouverte. En tous cas cet échec répondait au but que s'étaient proposé les fondateurs et rédacteurs du *Conservateur*. Même si d'autres facteurs avaient opéré, le souvenir fatal de la révolution, sans cesse rappelé, l'image hideuse que l'on avait présentée comme un épouvantail, avaient bien conditionné une partie de l'opinion. Plusieurs mois déjà avant la catastrophe, le problème fondamental que n'avait pu résoudre Decazes avait, été lucidement résumé et défini par Chateaubriand dans ce passage que je vous livrerai en guise de conclusion:

Cette alliance que vous rêvez entre la monarchie et la révolution est impossible; les principes de 1793 partout ranimés, les droits du Roi opposés aux dogmes de la souveraineté du peuple, le meurtre du frère du Roi, l'amour-propre et les espérances de l'armée brisées par la première restauration, la grande révolte des cent-jours, la seconde restauration faite sur le corps même de cette armée, le joug de l'Europe trop fortement ressenti, enfin les passions de l'amour-propre irritées par les anciennes habitudes de la monarchie ... sont autant d'oppositions au prétendu traité que vous voudriez conclure entre Louis XVIII et la révolution devenue toute puissante.

Zusammenfassung des Referates von Guillaume de Bertier de Sauvigny

Der Conservateur war im September 1818 durch eine Gruppe ultraroyalistischer Parteigänger gegründet worden, um die Innenpolitik des Kabinetts zu bekämpfen, dem damals der Duc de Richelieu vorstand. Diese Politik wurde in Wirklichkeit von Elie Decazes, dem Polizeiminister und Favoriten König Ludwigs XVIII., bestimmt.

Decazes versuchte die Opposition von links, von liberaler und von bonapartistischer Seite mit dem Regime wieder zu versöhnen. Man gab den *Conservateur* als eine unregelmäßig erscheinende Sammlung von Aufsätzen heraus. Ein Rezept, mit dem

³⁶ V, 16.

man die Zensur umgehen konnte, die die Zeitschriften traf, und das mit großem Erfolg schon von der liberalen Partei – „Independant“ genannt – mit ihrem Organ *La Minerve* angewandt worden war.

Der wichtigste Redakteur des *Conservateur* war der berühmte Schriftsteller François-René de Chateaubriand. Seine Autorität entsprach jedoch nicht tatsächlich der eines Chefredakteurs, da der größte Teil der Mitarbeiter aus Persönlichkeiten bestand, denen ihre soziale Stellung oder ihr literarischer Ruf erlaubten, ihre Meinung unabhängig zu äußern; unter ihnen waren Bonald, Lamennais und Fiévée. Ihre Begabung sicherte den Erfolg der Publikation, die schnell eine Auflage von 8000 Exemplaren erreichte. Ihr Ton wurde 1819 schärfer, als mit dem Rücktritt Richelieus Decazes die ganze Verantwortung für seine Politik der Öffnung zur Opposition von links zugeschoben wurde. Diese Politik mußte schließlich in den Wirren scheitern, die auf die Ermordung des Duc de Berry – des Neffen des Königs – folgten. Decazes trat zurück und der Duc de Richelieu, nachdem er als Minister wieder berufen worden war, begann eine restriktive Pressegesetzgebung. Chateaubriand nahm dies zum Anlaß, die Veröffentlichung des *Conservateur* einzustellen (März 1820). Die sechs Bände, die in den 18 Monaten des Bestehens erschienen sind, beinhalten zweifellos die glänzendsten Zeugnisse des Geistes einer Gruppe der Gesellschaft dieser Epoche. Für diesen Geist und für die Zwecke des Kampfes gegen die Person und die Politik von Decazes spielt das Bild der Revolution eine wichtige Rolle.

Die Erinnerung an die tragischen Revolutionsjahre wird als eine notwendige Lehre sowohl für die verantwortlichen Politiker wie auch für alle Franzosen betrachtet, die diese Schrecken nicht wieder erleben wollten. Keine Gelegenheit bleibt ungenutzt, um an die Verbrechen zu erinnern, die im Namen der Revolution begangen worden waren: die Ermordung des Königspaares, das tägliche Blutbad der Guillotine, die Massenhinmetzelungen, die Konfiskationen, die Tyrannei der Konventsausschüsse und der Jakobinerclubs in der Provinz, die religiöse Verfolgung; aber auch der Niedergang der Sprache, der Literatur, der sozialen Beziehungen und der Vandalismus gegen Denkmäler.

Wenn man auch den Liberalen nach 1815 nicht unterstellen konnte, die Terreur von 1793 wiederaufnehmen zu wollen, so versuchte man doch zu zeigen, daß die durch die Revolution begangenen Grausamkeiten nur die fatale Konsequenz der Prinzipien waren, die die Constituante von 1789 vertrat. Es täuschten sich also diejenigen – wie z. B. Mme. de Staël –, die die Revolution in ihren Anfängen bewunderten und glaubten, die Exzesse, die als eine zufällige Fehlentwicklung anzusehen wären, seien von anderer Seite provoziert worden – so z. T. durch den unbedachten Widerstand der Privilegierten. Die Liberalen von 1818 seien in Wirklichkeit die direkten Erben der Jakobiner, und ihre Ideen führten unfehlbar zum Ruin der wiederhergestellten Monarchie.

Vier Episoden aus dem politischen Leben von 1819–1820 riefen besonders heftig die Ereignisse von 1793 ins Gedächtnis zurück.

Die erste – provoziert durch Decazes –, im Frühjahr 1819, war der Rückruf von etwa 50 ehemaligen Konventsmitgliedern, die durch ein im Februar 1816 verabschiedetes Gesetz ins Exil geschickt worden waren. Man protestierte mit Bestürzung gegen

diese Art der Begnadigung, die einem der größten Verbrechen zugestanden wurde: dem Königsmord.

Die zweite Episode entstand aus einer Äußerung des Justizministers, der in einem Gespräch gewagt hatte zu sagen, der Konvent habe – wie alle beratenden Versammlungen – eine „majorité saine“ gehabt. Es war folglich sehr leicht, an alle diejenigen Terrormaßnahmen zu erinnern, denen diese angeblich vernünftige Mehrheit zugestimmt hatte.

Die dritte Episode stand im Zusammenhang mit der Wahl des Bischofs Grégoire, der einst den Eid auf die Zivilkonstitution des Klerus geleistet hatte; als Mitglied des Konvents von 1793 war er mitverantwortlich an dem Todesurteil für Ludwig XVI. Dies erlaubte den Royalisten, die Erinnerung an den Königsmord gründlich auszunützen. Diese Wahl, sagte einer der Autoren des *Conservateur*, bedeute den letzten Exzeß der Profanierung der königlichen Majestät.

Schließlich erlaubte der Tod des Duc de Berry im Februar 1820 den Ultra-Royalisten, die Abdankung des gehaßten Ministers zu fordern, indem er beschuldigt wurde, er habe die Propaganda nicht verhindert, die die Hand des Mörders führte. „La main qui a porté le coup n'est pas la plus coupable“, schrieb Chateaubriand.

Zusammengefaßt kann man sagen: Das Bild der Revolution, an das an passender wie unpassender Stelle erinnert wurde, war einer der Faktoren, die den Mißerfolg der von Decazes versuchten Politik erklären, d.h. den Mißerfolg der Aussöhnung zwischen der monarchischen Tradition und dem Liberalismus, der der Revolution von 1789 entsproß.

Diskussion zum Referat von Guillaume de Bertier de Sauvigny

Leiter: Karl Otmar Frhr. von Aretin

Gleich zu Beginn stellte sich die Frage nach dem Verhältnis der Autoren des *Conservateur* zu den Aufklärern des 18. Jahrhunderts. P. A. Bois vermutete aufgrund der Tatsache, daß Voltaire von der Zeitschrift nie zu den Verantwortlichen an der Revolution gezählt wurde, daß die adeligen Beobachter Voltaireaner gewesen seien. Dies wies G. de Bertier de Sauvigny zwar klar zurück, räumte jedoch ein, Voltaire sei im *Conservateur* nie erwähnt, während Rousseau und Diderot häufig attackiert wurden. Ergänzt wurden diese Ausführungen durch R. Dufraisse, der darauf hinwies, die Angriffe auf bestimmte Schriftsteller des 18. Jahrhunderts seien eine Konstante derjenigen französischen Denkrichtung gewesen, die sich gegenüber der Französischen Revolution ablehnend verhalten habe. Hätte nicht Ernest Renan (geb. 1823) das Zeitalter der Aufklärung als eine Epoche dargestellt, „où l'on avait la liberté de penser, mais où, en vérité, on pensait si peu qu'il n'y avait pas grand profit“.

Für ungewöhnlich hielt es J. B. Yvert, daß ein Journal wie der *Drapeau blanc*, der ähnlich ultraroyalistische Thesen wie der *Conservateur* verteidigt habe, für eine gewisse Zeit neben diesem erschienen sei. Yvert vermutete als Ursache der Gründung des *Drapeau* die Meinungsunterschiede der Autoren des *Conservateur* untereinander und auch gegenüber Chateaubriand.

P. Stadler interessierte die Behandlung der wirtschaftlichen Ursachen der Revolution im *Conservateur*. Nach *G. de Bertier de Sauvigny* seien diese überhaupt nicht angesprochen worden, was auf mangelnde Reflexion über die Gründe für die Französische Revolution hinweise. Die Diskussion habe sich lediglich auf den politischen und ideologischen Bereich erstreckt.

Auf Parallelen zu der im *Conservateur* vertretenen Denkrichtung im deutschsprachigen Raum wies *H. Berding* hin. Er nannte hierzu die Ähnlichkeit des Revolutionsbildes bei Metternich und schloß daran die Frage an, inwieweit zwischen beiden wesentliche Unterschiede bestünden. *G. de Bertier de Sauvigny* erklärte darauf, daß der *Conservateur* Metternich nie erwähnt habe, wie auch dieser nie über die Zeitschrift gesprochen habe. Der Minister hätte aber Chateaubriand persönlich nicht sehr geschätzt. Beide hätten jedoch die Französische Revolution sehr ähnlich bewertet, wobei die Urteile im *Conservateur* aufgrund der Nähe zu den Ereignissen klarer und schärfer gewesen seien.

Ergänzend zu seinem Vortrag bedauerte *G. de Bertier de Sauvigny*, nicht mehr auf die enge Verbindung zwischen Revolution und Religion im *Conservateur* eingegangen zu sein. Er unterstrich jedoch nochmals die Bedeutung der Zeitschrift, in der bedeutende Schriftsteller, wie Chateaubriand, Bonald, Lamennais, zu Wort gekommen seien, und die einen ersten Rang in der Presselandschaft der damaligen Zeit beansprucht habe. Alle Artikel Chateaubriands verdienten es, neu aufgelegt zu werden.